

RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions
- TPSGC

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau, Québec K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

Revision to a Request for a Standing Offer

Révision à une demande d'offre à commandes

National Individual Standing Offer (NISO)

Offre à commandes individuelle nationale (OCIN)

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Offer remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'offre demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

This requirement contains a security requirement -
See Part 6A and Part 7A.

Ce besoin comprend des exigences relatives à la
sécurité - Voir la Partie 6A et la partie 7A.

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Training and Specialized Services Division/Division de
la formation et des services spécialisés
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
10C1, Place du Portage
Gatineau, Québec K1A 0S5

Title - Sujet Services de surveillance de l'équit	
Solicitation No. - N° de l'invitation EP737-150967/A	Date 2015-05-12
Client Reference No. - N° de référence du client 20150967	Amendment No. - N° modif. 001
File No. - N° de dossier 113zh.EP737-150967	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$ZH-113-28873	
Date of Original Request for Standing Offer Date de la demande de l'offre à commandes originale 2015-04-28	
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2015-06-08	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Reynolds(zh), Diane	Buyer Id - Id de l'acheteur 113zh
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-1141 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 956-9235
Delivery Required - Livraison exigée	
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: See Herein Voir aux présentes	
Security - Sécurité This revision does not change the security requirements of the Offer. Cette révision ne change pas les besoins en matière de sécurité de la présente offre.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Acknowledgement copy required Accusé de réception requis	Yes - Oui <input type="checkbox"/>	No - Non <input type="checkbox"/>
The Offeror hereby acknowledges this revision to its Offer. Le proposant constate, par la présente, cette révision à son offre.		
Signature	Date	
Name and title of person authorized to sign on behalf of offeror. (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du proposant. (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)		
For the Minister - Pour le Ministre		

La modification n° 1 vise à répondre aux questions reçues à ce jour et à modifier l'annexe D, Base de paiement, comme suit :

- Q1 Est-ce que le Canada pourrait modifier la formule pour le temps de déplacement dans l'article 2, paragraphe b) de l'annexe D, afin de supprimer le taux 50 % de la formule?
- R1 Oui. Se reporter à la modification ci-dessous.
- Q2 Le Canada a inclus le critère technique coté TC3.1 qui offre des points supplémentaires pour les nombres croissants de ressources bilingues et le critère technique coté TC3.2 qui offre des points supplémentaires pour les nombres croissants de ressources détenant un titre professionnel en règle. Le Canada n'offre pas de points supplémentaires pour les nombres croissants de ressources détenant une cote de sécurité du personnel d'un niveau plus élevé qu'une cote de fiabilité. Est-ce que le Canada pourrait ajouter un critère technique coté qui offre des points supplémentaires pour le nombre croissant des ressources détenant une cote de sécurité du personnel au niveau Secret ou supérieur?
- R2 Non, les ressources proposées lors de la commande subséquente devront respecter les exigences relatives à la sécurité ainsi que les exigences relatives à langues. En outre, au moins une des ressources proposées doit détenir un titre professionnel en règle. Les offrants qui proposent des ressources à la date de clôture de la demande de soumissions doivent pouvoir demander et d'obtenir une cote de sécurité du personnel pour certaines de ses ressources ou pour toutes celles-ci pendant la période de l'offre à commandes. Cela n'est pas le cas en ce qui a trait aux titres professionnels ou à la capacité d'exécuter les travaux dans les deux langues officielles du Canada.
- Q3 Certaines des missions de SE nécessiteront que l'entrepreneur en SE aient accès à des marchandises contrôlées. Est-ce que le Canada pourrait ajouter un critère technique coté qui offre des points supplémentaires si l'offrant est inscrit au Programme des marchandises contrôlées?
- R3 Non, les commandes subséquentes nécessitant que l'entrepreneur en SE soit inscrit au Programme des marchandises contrôlées ont été très rares. Bien que le Canada encourage les offrants qui souhaitent s'inscrire au Programme à le faire, une telle inscription n'est pas suffisamment au cœur du Programme de SE pour justifier l'ajout d'un critère technique coté comme proposée.
- Q4 Pour le critère technique obligatoire TO3, l'offrant doit proposer au moins un chef d'équipe de SE, au moins un spécialiste de la SE et au moins un spécialiste de la SE remplaçant. Y a-t-il un avantage pour l'offrant à proposer plus d'une personne pour chaque catégorie de ressources? Est-ce que le Canada pourrait confirmer si l'offrant pourra qualifier des ressources supplémentaires dans le futur?
- R4 Oui, il y a un avantage à proposer plus d'une personne pour chaque catégorie de ressources dans le cas où un offrant doit refuser une demande de commande subséquente puisque ses trois ressources effectuent des travaux dans le cadre de commandes subséquentes à son offre à commandes. Oui, un offrant recevable pourra proposer des ressources supplémentaires après l'établissement d'une offre à commandes. Les ressources supplémentaires proposées doivent satisfaire aux critères techniques obligatoires des travaux pour lesquels elles sont proposées afin d'être déclarées recevables et identifiées sous la clause 2.2 de la Partie 6B.

-
- Q5 Pour le critère technique obligatoire TO3, au moins une des ressources proposées doit détenir un titre professionnel en règle. Est-ce que le Canada pourrait confirmer qu'il souhaite qu'il y ait toujours au moins une des ressources proposées qui détienne un titre professionnel en règle pour toute commande subséquente?
- R5 Oui, conformément à l'alinéa 7(c)(ii) de Partie 6A et conformément au paragraphe 9.1(c) des exigences relatives à la mission de l'Énoncé des travaux, au moins une des ressources proposées pour chaque commande subséquente doit avoir un titre professionnel en règle.
- Q6 Pour chaque commande subséquente, est-ce que l'offrant pourra proposer ses propres ressources ou est-ce que le Canada indiquera ses préférences?
- R6 Suivant les renseignements fournis pour chaque commande subséquente pour l'étape 2 conformément à l'alinéa 7(c)(ii), l'offrant doit proposer les ressources qu'il utilisera et qui ont été identifiées sous la clause 2.2 de la Partie 6B.
- Q7 Pour le critère technique coté TC1, de quelle manière l'offrant peut-il démontrer qu'il a plus de 15 ans expérience sans avoir à énumérer tous ses projets de la période de 15 ans? Une copie du certificat d'enregistrement du nom commercial sera-t-elle suffisante?
- R7 Pour le critère technique coté TC1, l'offrant doit préciser la période (mois/année à mois/année) durant laquelle il a fourni des services d'opinion à des clients externes; par exemple de juin/2007 à mai/2015 : le temps cumulatif total est de huit (8) ans.
- Q8 Pour le critère technique coté TC3.2, est-ce que le Canada pourrait confirmer que la note maximale est de 50 points si l'offrant proposent trois ressources ou plus? Par exemple, est-ce que le Canada pourrait confirmer que si un offrant propose dix ressources pour le critère technique obligatoire TO3, l'offrant n'obtiendra pas plus de 50 points?
- R8 Oui, si un offrant propose dix ressources pour le critère technique obligatoire TO3, l'offrant n'obtiendra pas plus de 50 points.
- Q9 Est-ce que le Canada pourrait préciser ce qu'est le « prix évalué total » et comment est-il calculé?
- R9 Conformément à l'étape 1 du paragraphe 2(b) de la Pièce jointe C, le prix évalué total sera déterminé conformément à la Pièce jointe D, Modèle de réponse financière de l'offre à commandes. Conformément à la Pièce jointe D, l'offrant doit proposer un tarif journalier ferme tout compris pour le chef d'équipe de la SE et le spécialiste de la SE; le prix évalué total sera la somme des taux proposés par l'offrant pour le chef d'équipe et le spécialiste de la SE.
-

RAISON DE LA MODIFICATION

- 1.0 Supprimer entièrement le paragraphe (b) de l'article 2 de l'annexe D et le remplacer par ce qui suit :

- b) Pour les travaux exécutés en-dehors de la RCN et à l'extérieur du rayon de 100 km :
- i. L'entrepreneur sera remboursé pour ses frais autorisés de déplacement et de subsistance qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, au prix coûtant, sans aucune indemnité pour le profit et(ou) les frais administratifs généraux, conformément aux indemnités relatives aux repas, à l'utilisation d'un véhicule privé et aux faux frais qui sont précisés aux appendices B, C et D de la Directive sur les voyages du Conseil national mixte (<http://www.njc-cnm.gc.ca/directive/index.php?did=10&dlabel=travel-voyage&lang=fra&merge=2&slabel=index>), et selon les autres dispositions de la Directive qui se rapportent aux « voyageurs » plutôt que celles qui se rapportent aux « employés »; et
 - ii. L'entrepreneur sera remboursé pour les frais liés au temps de déplacement autorisé, raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux pour un déplacement ayant lieu à l'intérieur d'une période de 24 heures, sans aucune indemnité pour les frais généraux ou la marge bénéficiaire. Le temps de déplacement qui est plus ou moins qu'une journée doit être calculé au prorata afin de refléter le temps réel de déplacement, et ce, conformément à la formule suivante : (Heures de déplacement x le tarif journalier ferme tout compris) ÷ 7,5 heures

TOUTES LES AUTRES CONDITIONS RESTENT INCHANGÉES